

LA VOLIERE Association

30 rue Fontaine

59110 LA MADELEINE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2020

COMEXPERT

38, avenue Gustave Delory | BP 581 | 59060 ROUBAIX Cedex 01 | 03 20 70 68 16 | comexpert@talenz-audit.fr

comexpert.talenz.fr

S.A.S. au capital de 268 150 € | RCS Lille Métropole 392 866 851 | APE 6920Z | Inscrite au Tableau de l'Ordre de Lille | Membre de la Compagnie Régionale de Douai

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2020

À l'assemblée générale de l'association LA VOLIERE ,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA VOLIERE , relatifs à l'exercice clos 31/12/2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2020 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « 4.1 Evénements principaux » de l'annexe des comptes annuels concernant les informations relatives à l'incidence de la Covid-19 et notamment l'octroi par la CAF d'une subvention exceptionnelle de 65 K€ dont les modalités exactes d'utilisation et de reprise ne sont pas encore connues.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif qu'en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Roubaix, le 15/03/2021

COMEXPERT



Thierry TABARDEL
Commissaire aux comptes
Associé

La Volière

Actif		Exercice au 31/12/2020			Exercice au 31/12/2019
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Inst. techniques, mat.out.industriels	91 138	76 386	14 752	16 815
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	91 138	76 386	14 752	16 815
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	15		15	15
	Prêts				
	Autres				
	TOTAL	15		15	15
Total I		91 153	76 386	14 767	16 830
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 210		2 210	295
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	69 582		69 582	85 421
	TOTAL	71 793		71 793	85 717
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement	52 009		52 009	51 247
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	694 712		694 712	537 109
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	3 864		3 864	3 860
Total II		822 379		822 379	677 934
Frais d'émission des emprunts III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		913 533	76 386	837 146	694 765
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

La Volière

Passif		Exercice au 31/12/2020	Exercice au 31/12/2019
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise :		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise :		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves :		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	541 214	494 788
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	88 698	46 426
	Sous-total : Situation nette	629 913	541 214
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	20 786	3 952
	Provisions réglementées		
	Total I	650 699	545 166
	Autres fonds propres		
	Total I bis		
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	Total II		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	36 352	38 887
	Total III	36 352	38 887
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 053	22 834
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	120 970	87 877
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 070	
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
	Total IV	150 094	110 711
	Écart de conversion Passif V		
	TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)	837 146	694 765
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

La Volière

Période de l'exercice 01/01/2020 31/12/2020
Période de l'exercice précédent 01/01/2019 31/12/2019

		Exercice	Exercice précédent
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	183 248	218 879
	<i>dont parrainage</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	536 204	599 006
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	8 383	8 395
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	1 736	1 047
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	729 572	827 328
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	119 012	220 529
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	18 306	25 103
	Salaires et traitements	386 144	426 840
	Charges sociales	115 818	121 831
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 156	4 823
	Dotations aux provisions		3 137
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	0	60
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	643 437	802 324
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	86 134	25 003

La Volière

Période de l'exercice 01/01/2020 31/12/2020
Période de l'exercice précédent 01/01/2019 31/12/2019

		Exercice	Exercice précédent
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 468	3 034
	Total des produits financiers III	2 468	3 034
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières IV		
	2. Résultat financier (III-IV)	2 468	3 034
	3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	88 603	28 038
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	984	17 262
	Sur opérations en capital	1 456	1 288
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels V	2 440	18 550
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	2 344	
	Sur opérations en capital		162
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles VI	2 344	162
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	95	18 387
	Participation des salariés aux résultats VII		
	Impôts sur les bénéfices VIII		
	Total des produits (I + III + V)	734 481	848 913
	Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	645 782	802 487
	Excédent ou déficit	88 698	46 426
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
	Dons en nature	78 904	
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
	Total	78 904	
Charges des contributions volontaires en nature			
	Secours en nature		
	Mises à disposition gratuite de biens	78 904	
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole		
	Total	78 904	

La Volière

Annexe aux comptes annuels de
l'exercice clos le 31/12/2020

Table des matières

1. Objet social	3
2. Nature et Périmètre des activités	3
3. Description des moyens mis en œuvre	3
4. Faits caractéristiques de l'exercice	4
4.1. Evènements principaux	4
4.2. Evènements postérieurs à la clôture	4
4.3. Principes, règles et méthodes comptables	4
4.3.1. Changement de méthode comptable	5
5. Informations relatives au bilan	6
5.1. Actif	6
5.1.1. Tableau des immobilisations	6
5.1.2. Tableau des amortissements	6
5.1.3. Immobilisations incorporelles	6
5.1.3.1. Principaux mouvements de l'exercice	6
5.1.3.2. Modes d'amortissement	7
5.1.4. Immobilisations corporelles	7
5.1.4.1. Principaux mouvements de l'exercice	7
5.1.4.2. Modes d'amortissement	7
5.1.5. Immobilisations financières	7
5.1.6. Evaluation des stocks	7
5.1.7. Créances	8
5.1.7.1. Actif circulant – dépréciation	8
5.1.8. Produits à recevoir	8
5.1.9. Charges constatées d'avance	8
5.1.10. Tableau des provisions	9
5.2. Passif	10
5.2.1. Fonds propres	10
5.2.1.1. Tableau de variation des fonds propres	10
5.2.2. Report à nouveau	11
5.2.3. Provisions pour risques et charges	11
5.2.4. Fonds dédiés	12
5.2.5. Etat des dettes	12
5.2.6. Charges à payer	13
6. Informations relatives au compte de résultat	14
6.1. Ventilation des produits d'exploitation	14

6.2.	Ventilation de l'effectif moyen.....	14
6.3.	Contributions volontaires en nature	14
7.	Autres informations.....	15
7.1.	Informations relatives à la rémunération des dirigeants.....	15
7.2.	Honoraires des commissaires aux comptes.....	15

1. Objet social

L'objet social de l'entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Organiser et gérer des halte-garderie
- Développer des loisirs pour enfants
- Promouvoir toutes réalisations susceptibles d'alléger la tâche des parents
- Favoriser l'épanouissement des enfants dans le domaine socio-culturel

2. Nature et Périmètre des activités

Elle assure sur le territoire de la métropole lilloise l'accueil de jeunes enfants au sein de des trois structures suivantes comportant 20 places chacune :

- Les Zébulons
- La Ruche
- Les Marmottes

3. Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser l'activité décrite au paragraphe précédent sont les suivants :

- Ressources humaines : L'association emploie 24 salariés afin d'assurer ses actions ;
- Ressources financières : L'association reçoit des subventions CAF au prorata de son activité (prestation de service unique) ;
- L'association a son siège à la Madeleine et a pour projet une extension de 10 places pour l'établissement « La Ruche » grâce à des travaux d'aménagement du premier étage de cet établissement en 2021.
-

4. Faits caractéristiques de l'exercice

4.1. Evénements principaux

L'exercice a été caractérisé par le/les faits d'importance significative suivants :

- La première application du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 « *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* » avec notamment la création des nouveaux postes dans le bilan et le compte de résultat pour les comptes de l'exercice de première application.

- Conformément aux recommandations de l'Autorité des Normes Comptables dans l'avis du 08 Janvier 2021, une information pertinente sur les conséquences de l'évènement COVID-19 sur la situation financière, le patrimoine et le résultat doit être fournie dans l'annexe. Concernant l'association La Volière :
 - o Elle a bénéficié du dispositif de l'activité partielle pendant le premier confinement et a perçu des indemnités pour 45 K€ ;
 - o Les subventions d'exploitation n'ont pas été remises en cause à la suite de la crise sanitaire ;
 - o Elle a bénéficié de subventions exceptionnelles accordées par la CAF à hauteur de 65 K€ dont nous ne connaissons pas encore les modalités exactes d'utilisation et de reprise ;
 - o A la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration des états financiers 2020 de l'association et compte tenu de la situation nette de l'association, la Direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

4.2. Evènements postérieurs à la clôture

Les mesures de contraintes décidées par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire liée au coronavirus emportent pour le tissu économique et social des conséquences, notamment financières, d'une ampleur significative.

A ce jour, les conséquences qui en découlent pour la santé financière de l'association La Volière sont difficilement prévisibles compte tenu des incertitudes pesant sur la durée des mesures de restriction en cours mais également sur les modalités et conditions de sortie de cette crise.

4.3. Principes, règles et méthodes comptables

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4.3.1. Changement de méthode comptable

La première application du règlement ANC n°2018-06 constitue un changement de méthode comptable.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés. En effet aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat comme si le règlement ANC n°2018-06 avait été appliqué dans les comptes dès l'ouverture de l'exercice précédent.

Postes impactés, incidence de la première application du règlement ANC n°2018-06 sur les comptes à l'ouverture de l'exercice :

- Actif : le règlement ANC n°2018-06 n'a pas eu d'incidence sur les comptes d'actif de l'association ;
- Passif : autre que le poste « Projet Associatif » : non significatif
- Passif : le compte « projet associatif » est devenu « réserves pour projet de l'entité ».

Comparabilité des comptes à la clôture de l'exercice, première application du règlement ANC n°2018-06 :

Nous vous indiquons la comparaison avec l'exercice précédent des montants des postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice, impactés par le changement de réglementation comptable, le cas échéant en distinguant l'impact effectif comptabilisé à l'ouverture de l'application prévue par le règlement. Les montants de l'exercice précédent sont présentés à méthode comptable comparable, c'est-à-dire en appliquant également le règlement ANC n°2018-06 aux comptes de l'exercice précédent.

5. Informations relatives au bilan

5.1. Actif

5.1.1. Tableau des immobilisations

Immobilisations	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations : Acquisitions de l'exercice	Diminutions : Cessions de l'exercice	Valeur brute à la fin de l'exercice
Installations générales	91 459 €	2 092 €	2 412 €	91 139 €
TOTAL	91 459 €		2 412 €	91 139 €

5.1.2. Tableau des amortissements

Immobilisations	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Installations générales	74 643 €	4 156 €	2 412 €	76 387 €
TOTAL	74 643 €	4 156 €	2 412 €	76 387 €

5.1.3. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

5.1.3.1. Principaux mouvements de l'exercice

Pas de mouvement.

5.1.3.2. Modes d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 à 3 ans

5.1.4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

5.1.4.1. Principaux mouvements de l'exercice

Les principaux mouvements réalisés au cours de l'exercice sont :

- Les acquisitions de lave-linges pour 1.4 K€
- L'acquisition d'un « coin zen » pour les Marmottes d'un montant de 700€
- Les sorties d'immobilisations pour 2.4 K€ complètement amortis et mis au rebut.

5.1.4.2. Modes d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Installations générales	Linéaire	3 à 10 ans

5.1.5. Immobilisations financières

Non applicable.

5.1.6. Evaluation des stocks

Non applicable.

5.1.7. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

	Etat des Créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
De l'actif immobilisé	Créances rattachées à des participations	- €	- €	- €
	Prêts	- €	- €	- €
	Autres immobilisations financières	- €	- €	- €
De l'actif circulant	Créances clients et comptes rattachés	2 210 €	2 210 €	- €
	Personnel et organismes sociaux	34 €	34 €	- €
	Etat et autres collectivités publiques	67 346 €	67 346 €	- €
	Débiteurs divers	2 203 €	2 203 €	- €
	Charges constatées d'avance	3 864 €	3 864 €	- €
TOTAL		75 657 €	75 657 €	- €

5.1.8. Produits à recevoir

Les produits à recevoir d'un montant de 2 161 € concernent le 4^{ème} trimestre 2020 pour l'aide à l'emploi.

5.1.9. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont composées de charges d'exploitation courantes pour 3 864 €.

5.1.10. Tableau des provisions

Non applicable.

5.2. Passif

5.2.1. Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

5.2.1.1. Tableau de variation des fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
<u>Fonds propres sans droit de reprise</u>					- €
<u>Fonds propres avec droit de reprise</u>					- €
Réserves					- €
Réserves indisponibles					- €
Réserves statutaires ou contractuelles					- €
Réserves de trésorerie					- €
Autres réserves ⁽²⁾					- €
Réserves pour projet de l'entité	541 214 €	88 699 €			629 913 €
Report à nouveau					
Situation nette	541 214 €	88 699 €	- €	- €	629 913 €
Subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables par l'organisme					
TOTAL	541 214 €	88 699 €	- €	- €	629 913 €

De plus, la Volière a reçu l'acompte de la subvention d'investissement du département concernant les travaux d'extension de « La Ruche » d'un montant de de 5 487€ sur les 18 290€ à recevoir.

Cette subvention impose à l'entité une obligation d'engagement de 20 ans (en cas de cession, de cessation d'activité, de changement d'affectation ou de destination des locaux subventionnés...) sous peine de remboursement au département en cas de non-respect.

5.2.2. Provisions pour risques et charges

Libellés	Solde au début de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Solde à la fin de l'exercice
Provisions pour indemnités départ à la retraite	38 887 €		2 534 €	36 353 €
Autres provisions	- €	- €	- €	- €
TOTAL	38 887 €	- €	2 534 €	36 353 €

Description des méthodes actuarielles et principales hypothèses économiques retenues pour la provision d'indemnité de départ à la retraite :

- Taux d'actualisation : 0.7% ;
- Taux d'augmentation annuel des salaires : nul
- Age de départ à la retraite : calculé sur l'âge de départ standard
- Taux moyen de charges sociales : 36% pour les cadres et pour les non-cadres
- Une table de turnover : statistiques publiées par la DARES pour le secteur d'activité le plus proche (activités d'administration publique)

Mortalité : le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles

5.2.3. Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et mois de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	- €	- €	- €	- €
Autres emprunts obligataires	- €	- €	- €	- €
Emprunts et dettes établissement de crédit				
- A 1 an max à l'origine	- €	- €	- €	- €
- A + d'1 à l'origine	- €	- €	- €	- €
Emprunts et dettes financières divers	- €	- €	- €	
Avances et acomptes reçus	- €	- €	- €	- €
Fournisseurs et comptes rattachés	28 053 €	28 053 €	- €	- €
Dettes sociales et fiscales	120 970 €	120 970 €	- €	- €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	- €	- €	- €	- €
Autres dettes	1 070 €	1 070 €	- €	- €
Produits constatés d'avance	- €	- €	- €	- €
TOTAL	150 093 €	150 093 €	- €	- €

5.2.4. Charges à payer

	Etat des Créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
De l'actif immobilisé	Créances rattachées à des participations	- €	- €	- €
	Prêts	- €	- €	- €
	Autres immobilisations financières	- €	- €	- €
De l'actif circulant	Créances clients et comptes rattachés	2 210 €	2 210 €	- €
	Personnel et organismes sociaux	34 €	34 €	- €
	Etat et autres collectivités publiques	67 346 €	67 346 €	- €
	Débiteurs divers	2 203 €	2 203 €	- €
	Charges constatées d'avance	3 864 €	3 864 €	- €
	TOTAL	75 657 €	75 657 €	- €

6. Informations relatives au compte de résultat

6.1. Ventilation des produits d'exploitation

Libellés	Montant
Participations des familles	183 248 €
Subventions	470 424 €
Aides exceptionnelles Covid-19	65 780 €
Reprise de provisions et transferts de charges	8 383 €
Autres produits	1 736 €
TOTAL	729 571 €

Les subventions d'exploitation sont constituées de la manière suivante :

- Mairie de La Madeleine : 180 K€
- Prestation de Service Unique de la Caisse d'Allocations Familiales : 290 K€

6.2. Résultat par établissement

Libellés	Montant
La Ruche	32 269 €
Les Zébulons	46 041 €
Les Marmottes	10 388 €
TOTAL	88 699 €

6.3. Ventilation de l'effectif moyen

Libellés	Nombre ETP
Commun	0.94
La Ruche	5.55
Les Zébulons	5.95
Les Marmottes	5.88
TOTAL	18.32

6.4. Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;

Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;

Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

- Mise à disposition des locaux de la part de la ville de la Madeleine ; quantifiée et valorisée par la ville, pour un montant de 78 904€ réparti comme suit :

E tablissement	Montant
Zébulons	25 339.00 €
Marmottes	24 017.00 €
Ruche	29 548.00 €
TOTAL	78 904 €

7. Autres informations

7.1. Informations relatives à la rémunération des dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

7.2. Honoraires des commissaires aux comptes

Libellés	Montant
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	3 984 €
TOTAL	3 984 €